

« Condamnés à vivre ensemble »

André Laurendeau

Volume 4, numéro 22, avril 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30139ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Laurendeau, A. (1962). « Condamnés à vivre ensemble ». *Liberté*, 4(22), 269–274.

"Condamnés à vivre ensemble"

Question: Admettriez-vous d'être identifié comme un des défenseurs de la Confédération?

Réponse: Oui, mais d'une Confédération refaite.

Question: Le mouvement séparatiste est souvent invoqué par les fédéralistes comme un argument auprès des anglophones pour hâter les concessions ou respecter l'esprit de la Confédération. Existe-t-il des arguments positifs capables de soulever l'adhésion enthousiaste des Canadiens anglais au système confédératif?

Réponse: A qui avons-nous jamais demandé de faire le séparatiste, de manière à pouvoir l'exhiber comme épouvantail à Toronto? Les séparatistes tirent argument des faits; nous aussi. Or le séparatisme est un fait.

Vous songez sans doute à l'enthousiasme des Canadiens français. Or la Confédération, régime de compromis, fondé sur la nécessité, ne saurait susciter la même ardeur qu'une position absolue. Je parlerais plutôt d'une adhésion raisonnée, ou j'invoquerais le mot, souvent cité, du président Spaak devant la crise scolaire belge: "Messieurs, vous êtes condamnés à vivre ensemble". Ce n'est pas le langage de l'enthousiasme. Pourtant il arrive que ce pluralisme, né d'une situation et non d'un choix libre, devienne enrichissant.

Question: Combien d'années êtes-vous prêt à attendre pour savoir si la Confédération est un échec ou un succès? Quelles limites prévoyez-vous à votre patience devant la régime des "miettes" que vous avez tant de fois accusé? Vous contenteriez-vous encore longtemps d'un système dont vous dénoncez sans cesse les injustices, mais dont le principe vous convient?

Réponse: Vous songez à Ottawa: je pense d'abord à Québec.

Nous avons à Québec, même à l'intérieur du régime imparfait où nous vivons, une oeuvre à accomplir. Nous venons seulement de nous en apercevoir, et nous en improvisons le premier temps, faute d'un personnel compétent; c'est normal d'ailleurs, car c'est

(1) Ce texte devait paraître dans le numéro précédent de *LIBERTE*.

devant une grande tâche que les hommes commencent à donner leur mesure. Nous avons, en particulier dans l'enseignement, la fonction publique, le domaine économique, les entreprises culturelles, des objectifs à atteindre. Ce sera l'oeuvre d'une génération.

Le cadre politique dans lequel elle s'accomplira est étroit; nous en rencontrerons les limites, en particulier dans l'ordre fiscal. Il faudra élargir le cadre — c'est-à-dire notamment assurer les ressources financières de l'Etat provincial. Si la croissance normale de l'Etat provincial est bloquée par l'attitude du gouvernement central, c'est alors que "ma patience", dont vous vous inquiétez, serait vite à bout.

Quant au régime fédéral des "miettes", il est irritant et injuste. Mais ce qui irrite le plus, ce qui blesse, n'est pas toujours le plus important. Par exemple, l'absence de français au CNR ou à Air-Canada suscite de vives réactions chez les Canadiens français, moi compris, mais importe moins que la recherche en sciences sociales ou que la qualité du français enseigné à l'école. Je sais que ces comparaisons sont arbitraires: je les donne pour illustrer ma pensée.

Malgré la réputation qu'on m'a faite, je n'ai pas consacré beaucoup de temps à réclamer les chèques bilingues ou un "drapeau distinctif". Mais j'ai constaté que, jusqu'à tout dernièrement, ces questions excitaient mes compatriotes bien plus que des problèmes autrement capitaux. Vous pouvez mobiliser des milliers de Canadiens français contre le **Queen Elizabeth**, mais qui, même aujourd'hui, met au premier rang de ses préoccupations la création d'un grand fonctionnarisme provincial — armature essentielle de l'Etat? Dire NON à Ottawa, même sans nécessité, cela nous fait un plaisir extrême; mais accomplir en éducation les réformes qui s'imposent, se consacrer soi-même à une oeuvre qui réclame toute la vie, essayer d'inventer, de créer, cela soulève peu d'enthousiasme. Je crois qu'il faudrait, plutôt que de mon impatience, s'inquiéter de la patience et de la ténacité collectives dans la poursuite de buts vraiment importants.

Bref, nous agissons souvent comme des enfants qui veulent tout ou rien, et qui pourtant s'excitent sur des riens.

Question: Que redoutez-vous le plus dans l'idéologie séparatiste?

Réponse: Je viens d'amorcer une réponse à cette question: je crains que l'idéologie séparatiste ne nous détourne de tâches réelles, au profit d'une chimère — non que l'indépendance en soi m'apparaisse comme une chimère, mais parce que le mouvement qui entraîne trop d'indépendantistes est capricieux et peu réfléchi.

On ne m'a pas encore montré comment des individus qui, dès qu'ils tiennent boutique, s'affichent Anglais, pourraient exiger que l'Etat décrète l'unilinguisme français. Ceci encore est un exemple.

A) Ce qui rend notre existence difficile, c'est la présence à nos côtés du colosse américain. Nos vraies difficultés actuelles ne viennent pas de ce que nous sommes le tiers du Canada, mais de ce que nous ne sommes même pas le trentième de l'Amérique du Nord. L'accession à la souveraineté ne change pas notre situation géographique ou démographique, elle ne modifie pas essentiellement nos rapports avec le monde nord-américain.

Ou plutôt oui: elle nous affaiblit. La masse non-étatsunienne tombe à 6 millions, de 18 millions qu'elle était auparavant. Nous devenons une économie encore plus fragile, encore plus vulnérable, encore plus assujettie à l'économie américaine: une "république de bananes", dont le duplessisme — autonomiste à Ottawa, mais singulièrement collaborationniste dans le Nouveau-Québec — nous a peut-être fourni la préfiguration.

B) D'autres motifs m'éloignent de l'indépendantisme.

Ainsi, je ne crois pas, dans l'absolu, au principe des nationalités. Le droit à l'autodétermination me paraît un ferment anarchique qui risquerait de remettre en question la plupart des Etats aujourd'hui constitués: rares, en effet, sont ceux qui ne contiennent pas une ou plusieurs minorités nationales. Sauf cas de persécution, je me refuse à réclamer pour nous l'application d'un principe dont je ne reconnais pas la valeur universelle.

D'ailleurs, le sentiment indépendantiste se développe à partir d'une équivoque. On parle toujours des anciennes colonies européennes qui, en Asie et en Afrique, viennent d'accéder à l'indépendance. Or une grande partie de ces Etats ne sont en rien des nations: anciennes divisions administratives des vieux empires coloniaux, ils sont habités par des groupes humains fort peu homogènes. Ne parlons pas du Congo et du Katanga: l'Inde est un "subcontinent", une civilisation, mais pas du tout une nation. On y parle vingt langues, on y possède des cultures particulières, souvent agressives l'une envers l'autre. Appliquez à l'Inde le principe de l'autodétermination, et le pays vole en éclat. De même, comment parler de nation en Afrique, avec le régime des tribus, la multiplicité des langues et des origines ethniques?

Je crois que les Canadiens français forment une nation — du moins au sens que nous donnons à ce mot. Mais dans ma façon de voir, l'existence d'une nation ne postule pas le droit formel, automatique, mécanique à l'indépendance totale. Il ne saurait

s'agir, au plus, que d'un droit embryonnaire, lequel ne s'actualisera que dans certaines circonstances.

Au surplus, je n'ai pas l'impression que nous trouverions à l'ONU tant d'alliés parmi les nouveaux Etats asiatiques et africains. S'ils s'arrêtent à penser à leur propre situation intérieure, je crois qu'ils nous tireront diplomatiquement leur très réticente révérence.

Quant aux Américains... voir Cuba, et leur attitude devant M. Diefenbaker quand celui-ci a osé ne pas rompre les relations commerciales du Canada avec Castro. On répondra que nous n'agirions pas comme Cuba: sans doute. Mais Washington n'a pas beaucoup le sens des nuances. J'imagine que nous décréterions l'indépendance pour l'utiliser, notamment sur le plan économique: or les hommes d'affaires américains ne feront pas des distinctions subtiles entre une nationalisation communiste et une nationalisation décrétée en fonction de la doctrine sociale de l'Eglise; leurs hurlements se feront entendre d'Alaska en Argentine, du Japon à l'Allemagne de l'Ouest. Serons-nous prêts à subir les conséquences de cette très probable hostilité? Accepterons-nous que notre niveau de vie f... le camp? A l'indépendantisme né dans ces conditions, je crois que succéderait, au pays du Québec, un autre isme moins exaltant, l'annexionisme.

C) Il y aurait bien d'autres questions à soulever. Voici une dernière objection au séparatisme comme il est aujourd'hui vécu. MM. Chaput et d'Allemagne ont l'esprit libéral; ils sont capables de détachement. Je n'en saurais dire autant d'une partie de leurs lieutenants et de leurs troupes. La plupart des séparatistes que je rencontre se montrent de plus en plus intolérants. L'idéologie les durcit, les isole, parfois les tarit. Ils en arrivent à mépriser tout ce qui est possible, à remettre après le jour J toutes les réalisations, à souhaiter le pire en attendant. Leur attitude demeure globale; ils se méfient de l'analyse, ils s'enchantent de leur propre émotion et s'y laissent immerger. Un doute est une trahison à leurs yeux.

J'en ai vu réagir quelques-uns devant une étude serrée de Léon Dion, parue dans **Le Devoir** il y a deux mois. Ils l'avaient flairée, jugée hostile, et écartée. mais ne se privaient pas de la déclarer infantine, intellectuelle, faiblarde, etc. D'autres ont réagi de la même manière devant la communication de Jean Bouthillette à la journée d'étude du R.I.N.: pourtant ce texte exprime, dans une langue très abstraite, des éléments réels de la situation canadienne-française. M. Bouthillette a l'intuition d'un attachement collectif et profond à ce qui, dans chacun de nous, est canadien et ressentit comme tel. C'est un sentiment que le séparatisme sous-estime.

Il peut s'agir d'une étape. Mais j'ai peur d'être devant un nationalisme qui, malgré la volonté de ses chefs, se ferme sur soi.

Question: Imaginons une "réédition" de la révolution de 1837-38, une vague de troubles qui remettrait en question l'existence même de la Confédération. Jusqu'à quel point votre foi dans la Confédération vous pousserait-elle à faire échec aux révolutionnaires? Somme toute, si les séparatistes passent à l'action, comment éviteriez-vous de faire front commun avec les Canadiens anglais?

Réponse: Je partage plusieurs des sentiments qui sont à l'origine du séparatisme. J'ignore comment je réagirais devant une crise comme celle que vous imaginez.

Question: Souhaitez-vous que les mouvements séparatistes continuent d'exister dans la province? si oui, souhaitez-vous qu'ils progressent et comment concevez-vous ce progrès, cette expansion?

Réponse: Le séparatisme a été jusqu'ici un stimulant; il a forcé chacun à mieux se situer. Je souhaite désormais un élargissement du mouvement: soit une vue et des ambitions moins directement politiques(je ne dis pas des électorales).

Question: Ne croyez-vous pas que l'écart entre la nation canadienne-française et l'état central va s'agrandissant de façon irréversible?

Réponse: Irréversible? J'ai déjà vu se renverser bien des mouvements. Cela tiendra à nous sans doute, mais aussi à l'Etat central, au visage qu'il montrera dans l'avenir.

Question: Croyez-vous que l'heure soit venue pour un parti séparatiste de se présenter à des élections provinciales?

Réponse: Non. Aux séparatistes qui me demandent mon opinion là-dessus, je réponds:

"Comptez-vous;
Et comptez vos sous".

Il faut avoir participé à une élection pour savoir ce qu'une pareille aventure dévore de substance: hommes et argent. Il faut avoir milité dans un tiers parti pour sentir à quel point 1° la nouveauté, l'inexpérience de chacun, le peu de chances de succès ("perdre son vote") sont un handicap; 2° à quel point aussi

l'échec casse les reins: non parce que les leaders démissionnent, mais parce qu'ils ne sont plus suivis, sauf par une poignée de militants. Ceci est particulièrement vrai en milieu canadien-français: la fièvre électorale rend les partisans actifs, puis ils disparaissent, puis ils reparaissent quand il est trop tard. L'opinion de M. Marcel Chaput:

"Organisez aujourd'hui un sondage sur la question du séparatisme et nous récoltons 30 p. 100 de oui. Faites une élection, aujourd'hui même, et nous récoltons 60 p. 100 des votes".

Cette opinion contredit mon expérience et celle de tous les nouveaux partis québécois. Qu'un sondage donne 30 p.c. — ce qui n'est pas —, à l'élection, le parti ne récolte pas 20 p.c. des votes. Ceci est un point de vue "technique" qui n'a rien à voir avec mes idées personnelles sur le séparatisme.

André LAURENDEAU

Les Jésuites crient au secours!

Si le père Brouillé S.J. obtient son enquête royale-divine sur la presse, nous nous faisons forts de réclamer, fut-ce au prix de notre excommunication, une enquête royale sur les Jésuites ! D'ailleurs depuis longtemps, nous considérons que les Jésuites qui se recrutent en majorité chez les adolescents et les "oedipéens", ne reflètent pas le milieu canadien-français adulte et pluraliste au nom duquel ils réclament la précédente enquête. Et puis, savons-nous bien qui sont les Jésuites ? Nous ignorons combien d'agnostiques, de gauchistes, voire même d'anarchistes, se sont glissés dans leurs rangs pourtant bien serrés.